

## L'évaluation du projet « Sumak Kawsay » (Bien Vivre en langue Quechua) dans la Province du Chimborazo en Equateur, a eu lieu fin 2012, un an après le démarrage du projet.



© SOLIDARITÉ

Ce projet, impulsé par l'ONG locale CEDIS (Centro de desarrollo, difusión e investigación social) s'est appuyé sur la politique lancée en 2008 par le gouvernement équatorien autour du thème de la démocratie locale en faveur du "Sumak Kawsay". Le principe de cette politique est de **favoriser l'élaboration par les populations en collaboration avec les institutions locales de plans de développement social, environnemental et économique harmonieux au profit des communautés.** Ces plans doivent ensuite être présentés aux ministères concernés afin que ceux-ci participent au

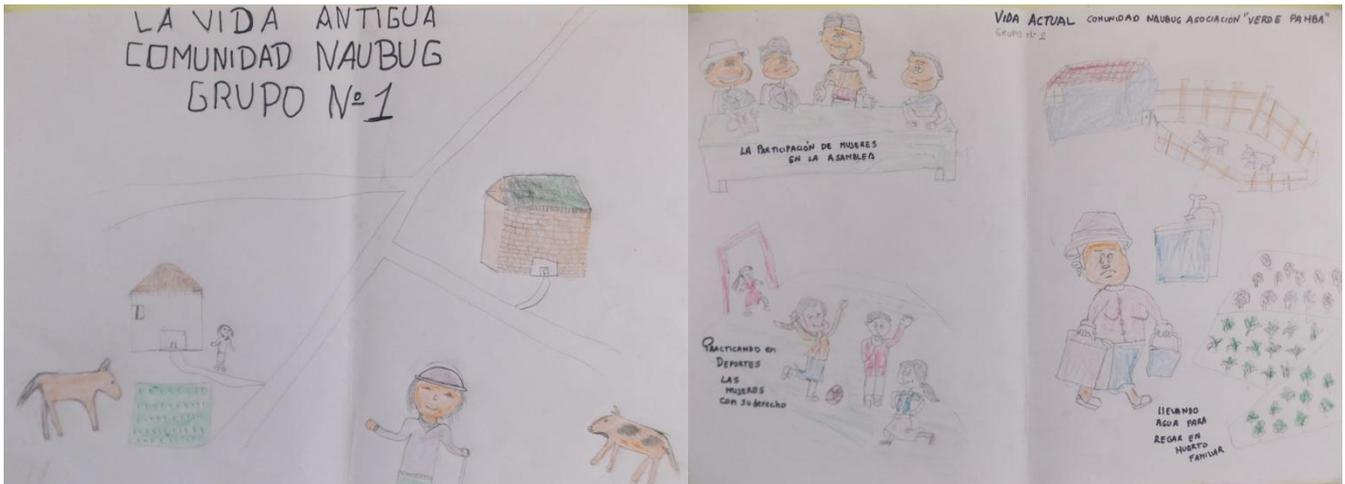
financement de ces projets. L'idée est de faire des communautés, via notamment les organisations sociales, les représentants, les moteurs des politiques les impactant.

Au Chimborazo, l'une des Provinces les plus pauvres d'Equateur, dans les deux localités rurales ciblées, 85% de la population vit sous le seuil de pauvreté, 80% de cette population est de la minorité ethnique Quechua et les problématiques y sont nombreuses : analphabétisme, insécurité alimentaire, violences et discriminations quotidiennes envers les femmes. Dans un tel contexte, l'enjeu du renforcement des processus démocratiques locaux est donc de taille, afin de s'assurer que la voix des populations les plus marginalisées puisse être entendue.

C'est pourquoi SOLIDARITÉ soutient le CEDIS, association active dans la zone depuis plus de 20 ans, dans son intervention de renforcement des processus démocratiques locaux pour la participation des communautés et notamment des femmes. Deux axes à cette intervention :

- un axe de renforcement de la démocratie locale, par le développement des processus participatifs ; des capacités et de la représentativité des autorités locales et des organisations sociales territoriales ;
- un axe souveraineté alimentaire.

L'approche est complémentaire : l'agriculture est la problématique centrale de la zone, la priorité des populations paysannes Quechuas Puruhá. Cette question est d'autant plus importante qu'elle ne conditionne pas uniquement la nutrition et la santé, mais aussi l'autonomie et les revenus familiaux. C'est donc toutes les problématiques traitées dans le cadre du Sumak Kawsay et sur lesquelles le CEDIS intervient en parallèle de notre projet (l'éducation, la santé, les violences communautaires, principalement envers les femmes) qui en dépendent. A côté de cela, nous considérons que la démocratie ne peut se faire le ventre vide et que la souveraineté alimentaire est une base solide pour favoriser la mobilisation de toute la communauté.



©SOLIDARITÉ - Dessins (une étape du processus d'évaluation) : la vie avant et après le projet

### Le volet renforcement de la démocratie locale.

La formation et la participation de leaders féminins est un élément central du projet. **Une dizaine d' « organisations de base de femmes » (OBM), ont été ainsi aidées.** Lors d'ateliers mensuels, les leaders ont travaillé à la prise de parole en publique et à l'élaboration d'un argumentaire pour mieux défendre les intérêts du groupe. Elles apprennent également à mieux formuler leurs demandes, face aux autorités publiques et aux organisations sociales représentatives de la communauté (les « Organisations de Second Degré »- OSG). Enfin, le travail porte aussi sur la gestion des groupes de femmes, les thématiques à développer ensemble et la pédagogie à adopter.

Après leur formation, ces femmes leaders ont été soutenues dans la mise en place d'ateliers réunissant leur groupe respectif. **Plus de 250 femmes** au total sont concernées.

Au programme : sensibilisation aux droits des femmes, aux processus participatifs pour l'élaboration des politiques locales – dont la politique du Sumak Kawsay – à la justice indigène, la souveraineté alimentaire et la nutrition.

La conséquence immédiate de cette formation est l'attention portée à leurs revendications lors des réunions communautaires, ou par les autorités.

*Juana Yuquilema, 46 ans, « En fait, nos parents ne nous permettaient pas de renforcer nos capacités, nos maris encore moins. Ils voulaient simplement que nous nous occupions de la maison et des enfants. Aujourd'hui, les formations nous servent beaucoup, elles nous aideront à changer nos vies. »*

Le CEDIS a assuré le renforcement des capacités des Organisations de Second Degré (OSG). Il a ainsi appuyé la tenue des réunions mensuelles de ces groupes, leur fonctionnement démocratique (élections et participation des femmes notamment) et a renforcé leurs connaissances des processus législatifs et politiques. Le but de ces actions est de faire entendre leur voix auprès des autorités concernées. Un travail important a été fait sur l'élaboration participative de projets répondant aux besoins de la Communauté afin d'obtenir des financements publics, notamment dans le cadre de la politique de Sumak Kawsay.

**50 à 300 délégués étaient présents par réunion dont une moyenne de 35% de femmes actives.**



© SOLIDARITÉ

Grâce, à la facilitation par le CEDIS des relations entre les gouvernements locaux et les organisations sociales, à la tenue d'ateliers communautaires et d'une grande assemblée par zone (regroupant représentants sociaux, autorités locales et acteurs clés des zones), des projets de souveraineté alimentaire ont pu être soumis au Conseil Provincial. Certains ont été approuvés et sont en voie d'être financés : projet de dotation en ovins, projet de fertilisation des sols de « cangahua » (signifiant « terre dure et stérile », couches très dures à la surface du sol lié à l'érosion), projet d'agriculture biologique communautaires de plantes et légumes traditionnels.

Une limite du projet vient des tensions politiques dans l'une de ses zones. En effet, une partie du mouvement indigène, plus revendicative, s'oppose au « conformisme » dont ferait part les communautés travaillant avec le gouvernement. Malheureusement de nombreuses initiatives et organisations se retrouvent exclues à cause de ces tensions.

Afin de sensibiliser les populations 51 programmes radios d'information, portant sur les différentes thématiques précitées, ont été développés et diffusés aux horaires de grande écoute des femmes.

Un ensemble de documentation, matériel pédagogique de sensibilisation et de formation tant à l'égard des autorités locales que des représentants sociaux, ont été développés et distribués. Ils furent des supports essentiels lors des réunions et des formations.

## Le volet souveraineté alimentaire



© SOLIDARITÉ

Résultant des besoins exprimés lors des ateliers de renforcement des acteurs sociaux et notamment des groupes de femmes, **plus de 300 jardins potagers** ont été mis en place dans le cadre du projet.

Grâce à la formation puis à l'appui d'un expert en agriculture et élevage recruté pour le projet, les villageois ont pu mettre en place les jardins biologiques de légumes et plantes traditionnelles andines : diverses variétés de choux, de bettes et de navets, salade, brocoli, céleri, radis, épinards, carottes, persil, coriandre

Les femmes ont par ailleurs reçu des cours de nutrition et de préparation alimentaire.

*Matilde Morocho, 46 ans,  
« Produire des jardins potagers constitue un gain de temps et d'argent, en plus de cela, nous améliorons l'alimentation de nos enfants, parce que nous consommons des légumes frais et sains ».*



© SOLIDARITÉ



Jaway Raymi (Fête des récoltes) – concours de nourriture traditionnelle.

*María Lluilema, 42 ans, « Avec les groupes de femmes, c'était dur de faire comprendre à nos maris qu'il était bon d'avoir une organisation. Nous avons réussi à ce que 60% d'entre eux le comprennent, on travaille avec des semis de légumes, et une petite caisse de crédits. Nous avons été renforcées sur comment vivre en famille, les droits des femmes, la nutrition. Quelques hommes nous aident dans notre travail. La visite [à des groupes de femmes d'autres provinces] organisée par le CEDIS nous a beaucoup apporté, nous partageons les expériences.*

**Le projet a donc permis de lancer une réelle dynamique locale qui va transformer sur le long terme la vie quotidienne des bénéficiaires, fiabiliser leurs ressources agricoles, protéger leur environnement et leur culture traditionnelle. Ceci a pu être mis en place grâce au CEDIS qui cherche actuellement des partenaires pour compléter l'apport public à la réalisation du projet de jardins biologiques.**